

RCS : PARIS Code greffe : 7501
-----------------------------------

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2009 B 23315 Numéro SIREN : 518 991 336 Nom ou dénomination : SLIMPAY
---

Ce dépôt a été enregistré le 17/06/2020 sous le numéro de dépôt 30699

## DEPOT DES COMPTES ANNUELS

DATE DEPOT : 17-06-2020

N° DE DEPOT : 030699

N° GESTION : 2009B23315

N° SIREN : 518991336

DENOMINATION : SLIMPAY

ADRESSE : 12 rue Godot de Mauroy 75009 Paris

MILLESIME : 2019



**Slimpay**

Exercice clos le 31 décembre 2019

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

ERNST & YOUNG Audit



## Slimpay

Exercice clos le 31 décembre 2019

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société Slimpay,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Slimpay relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 24 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### ■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 24 mars 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

### ■ Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

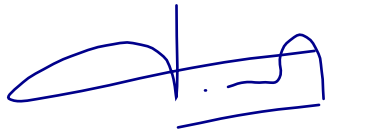
- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou

événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 14 avril 2020

Le Commissaire aux Comptes  
ERNST & YOUNG Audit



Vincent Roty

SLIMPAY S.A.  
12, rue Godot de Mauroy 75009 PARIS

**ETATS FINANCIERS**  
**31 décembre 2019**

**Arrêtés par le Conseil d'administration de SLIMPAY en date du 24 mars 2020 et soumis à  
l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 29 avril 2020**



**Slimpay**  
- Etats Financiers -

**Bilan**  
(en euros)

<b>ACTIF</b>	<b>Note</b>	<b>31/12/2019 12 mois</b>	<b>31/12/2018 12 mois</b>
Caisse, Banques Centrales			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	<b>4.1</b>	25 022 204	12 319 910
Opérations avec la clientèle	<b>4.2</b>	1 281 293	2 469 876 <sup>1</sup>
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Parts dans les entreprises liées			
Crédit bail et location avec option d'achat			
Location simple			
Autres immobilisations financières	<b>4.3</b>	107 932	74 553
Immobilisations incorporelles	<b>4.4</b>	689 593	
Immobilisations corporelles	<b>4.5</b>	363 616	381 338
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Compte de négociation de règlements			
Autres actifs	<b>4.6</b>	1 600 563	2 528 481
Compte de régularisation	<b>4.7</b>	241 050	124 410
<b>TOTAL</b>		<b>29 306 251</b>	<b>17 898 567</b>

<b>PASSIF</b>	<b>Note</b>	<b>31/12/2019 12 mois</b>	<b>31/12/2018 12 mois</b>
Banques Centrales			
Dettes envers les établissements de crédit		173 232	285 703 <sup>2</sup>
Opérations avec la clientèle	<b>4.8</b>	24 350 975	12 278 897
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	<b>4.9</b>	1 889 465	1 608 799
Compte de régularisation	<b>4.10</b>	241 459	247 334
Compte de négociation et de règlements			
Provisions	<b>4.12</b>	366 799	95 733
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux			
<i>Capitaux propres hors FRBG</i>	<b>4.11</b>	2 284 322	3 382 101
Capital souscrit	<b>4.11</b>	859 494	858 894
Primes d'émission	<b>4.11</b>	15 602 927	15 581 981
Réserves			
Report à nouveau (+/-)		-13 058 774	-10 303 566
Résultat de l'exercice (+/-)		- 1 119 326	-2 755 208
<b>TOTAL</b>		<b>29 306 251</b>	<b>17 898 567</b>

<sup>1</sup> Modification de présentation des comptes 2018 : Changement des comptes liés à la clientèle des postes autres passifs ou actifs vers opérations liées à la clientèle.

<sup>2</sup> Modification de présentation des comptes 2018 : Reclassement de la coface des autres passifs vers dettes envers les établissements de crédits

## Engagements hors bilan

<b>HORS BILAN</b>	<b>Note</b>	<b>31/12/2019 12 mois</b>	<b>31/12/2018 12 mois</b>
<b><u>Engagements donnés</u></b>			
Engagements de financement Engagements en faveur d'établissements de crédit Engagements en faveur de la clientèle			
Engagements de garantie Engagement d'ordre d'établissements de crédit Engagements d'ordre de la clientèle			
Engagements sur titre Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise Autres engagements donnés			
<b><u>Engagements reçus</u></b>			
Engagements de financement Engagements reçus d'établissements de crédit Engagements reçus d'autres établissements		3 000 000	
Engagements de garantie Engagements reçus d'établissements de crédit			
Engagements sur titre Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise Autres engagements reçus			

**Compte de résultat**  
(en euros)

Compte de résultat	Note	31/12/2019 12 mois	31/12/2018 12 mois
Intérêts et produits assimilés			
Intérêts et charges assimilées			
Produits sur opérations de crédit bail et assimilées			
Charges sur opérations de crédit bail et assimilées			
Produits sur opérations de location simple			
Charges sur opérations de location simple			
Revenu des titres à revenu variable			
Commission (Produits)	5.1	7 709 443	5 921 980
Commission (Charges)			
Gains, pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (+/-)			
Gains, pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés (+/-)			
Autres produits d'exploitation bancaire			
Autres charges d'exploitation bancaire			
<b>Produit Net Bancaire</b>		7 709 443	5 921 980
Charges générales d'exploitation	5.2	-8 957 797	-8 923 871
Dotations aux amortissements sur immobilisations, dotations et reprises aux provisions sur actifs circulants, financiers ou exceptionnels.		-293 058	-127 805
<b>Résultat Brut d'Exploitation</b>		-1 541 412	-3 129 696
Coût du risque (+/-)	5.3	-76 293	-100 381 <sup>3</sup>
<b>Résultat d'exploitation</b>		-1 617 705	-3 230 077
Gains ou pertes sur actifs immobilisés (+/-)		-3 335	-14 334
<b>Résultat courant avant impôt</b>		-1 621 040	-3 230 077
Impôts sur les bénéfices	5.4	501 714	489 204
Dotations, reprise de FRBG et provision réglementées (+/-)			
<b>RESULTAT NET</b>		<b>-1 119 326</b>	<b>-2 740 873</b>

<sup>3</sup> Modification de présentation des comptes 2018 : L'affectation du coût du risque.

<p style="text-align: center;"><b>SLIMPAY</b> <b>- Annexe aux Etats Financiers -</b></p>
--

**SOMMAIRE**

NOTE 1 :	PRESENTATION DE LA SOCIETE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS
NOTE 2 :	PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES
NOTE 3 :	FAITS CARACTERISTIQUES
NOTE 4 :	INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN
NOTE 5 :	INFORMATIONS SUR LES POSTES DU RESULTAT
NOTE 6 :	ENGAGEMENT HORS BILAN ET INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME
NOTE 7 :	EVENEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE SUSCEPTIBLES DE REMETTRE EN CAUSE LA CONTINUITE DE L'EXPLOITATION

## **NOTE 1 – PRESENTATION DE LA SOCIETE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE**

La société SlimPay (ex Zipay), créée en décembre 2009, est un Prestataire de Service de Paiement spécialisé dans les services à valeur ajoutée accompagnant l'exécution d'ordres de paiement. SlimPay conseille, développe et met en œuvre en mode hébergé des solutions informatiques permettant l'acquisition et le traitement d'ordres de paiement pour le compte des entreprises et notamment des marchands en ligne.

Slimpay a reçu l'agrément Etablissement de paiement par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) en date du 23 novembre 2010.

L'exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019 comporte 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 29 306 251 euros.

Le résultat net comptable est une perte de 1 119 326 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants. Les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe, et sont libellés en Euros.

## **NOTE 2 – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes annuels de l'exercice clos 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis en France qui sont essentiellement ceux décrits ci-dessous et appliqués dans le respect du principe de prudence, et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes,
- Indépendance des exercices.

La société présente ses comptes dans le format requis pour les Entreprises de Paiement conformément au règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 et à l'article L522-19 du code Monétaire et Financier.

Les règlements du comité de la réglementation bancaire (CRB) ou de l'autorité des normes comptable (ANC) qui prévoient des dispositions spécifiques pour les établissements de crédit s'appliquent également aux établissements de paiement dont la seule activité est la fourniture de services de paiement.

### ♦ Créances sur les établissements de crédit

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

### ♦ Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les durées de vie sont les suivantes:

- Concessions, Brevets, Licences: 1 ou 3 ans
- Installation, Agencement divers : 3 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 5 à 10 ans

#### ◆ Autres actifs et comptes de régulation

Les autres actifs sont enregistrés à leur valeur nominale, après déduction des provisions et des amortissements économiquement nécessaires.

#### ◆ Provisions

Les provisions conformément aux prescriptions du Règlement ANC 2014-03 du Comité de la Réglementation Comptable, sont destinées à couvrir des risques et des charges, nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours à la clôture de l'exercice rendent certains.

##### ○ Sur créances clients :

Slimpay a opté pour la méthode basée sur la notion de temps, il s'agit d'une des méthodes les plus fréquemment rencontrées. Ces critères sont déterminés sur la base d'une étude historique de notre balance, permettant de justifier la corrélation entre le retard enregistré et le caractère irrécouvrable de la créance.

Le calcul du pourcentage de perte probable est systématiquement 100% si la créance respecte les critères suivants :

- Créances supérieures à 90 jours

Une fois acquis le caractère certain du risque d'impayé, la créance peut être comptabilisée en perte et déduite du résultat imposable de l'exercice au cours duquel elle devient irrécouvrable.

Une créance peut être comptabilisée en perte lorsque :

- le délai de prescription expire (désormais 5 ans), ce qui est un motif juridique incontestable ;
- ou lorsqu'elle devient définitivement irrécouvrable.

Toutefois, la preuve du caractère définitivement irrécouvrable doit être apportée pour que la déduction ne soit pas remise en cause par les services fiscaux

Cependant nous pouvons intégrer des exceptions au cas par cas selon le type de créance (frais d'exécution, frais de mise en service, etc...), le type de client (Tier1, Tier 2 , client historique, client à risque etc....), ou des informations externes permettent d'affiner notre prise de décisions et de statuer sur la créance.

#### ◆ Comptes de cantonnement

Conformément à l'article L.522-17 du Code Monétaire et Financier, les fonds reçus par Slimpay pour le compte de ses clients sont crédités sur un compte ouvert spécialement à cet effet par Slimpay, appelé Compte de Cantonnement.

Les sommes ainsi cantonnées se retrouvent, comptablement, à la clôture, à l'actif en « Créances sur les établissements de crédit » et au passif en « Opérations avec la clientèle ».

#### ◆ Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel enregistre l'ensemble des éléments qui, du fait de leur nature ou de leur montant, ne peuvent pas être rattachés aux activités ordinaires de l'entreprise.

#### ◆ Engagements de retraite

Des indemnités de fin de carrière sont prévues par la convention collective et évaluées sur la base des droits acquis à la clôture de l'exercice et en fonction des probabilités relatives à la mortalité et à la rotation du personnel.

La méthode retenue dans le cadre de l'évaluation de la provision pour indemnité de départ à la retraite est la méthode des unités de crédits projetées (ou méthode du prorata des droits au terme). Cette méthode est définie par la norme comptable IAS 19 révisée et par la norme FAS87. Elle est conforme à la recommandation de l'ANC 2013-02 du 7 novembre 2013.

La provision pour indemnité de départ à la retraite est évaluée à 87 723,70€ à la clôture 2019, compte tenu de de l'âge du personnel et notamment de la rotation du personnel, les engagements pour retraite ont été considérés comme non significatifs et ne font l'objet que d'une mention en annexe.

♦ Engagements hors bilan

Les engagements reçus ou donnés en faveur de tiers sont inscrits en hors-bilan.

### **NOTE 3 – FAITS CARACTERISTIQUES**

#### **3.1 Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable et autres éléments significatifs :**

Vous trouverez ci-après les principaux événements survenus au cours de l'exercice 2019 :

En 2019, la société a entamé démarches pour l'obtention du statut de dirigeant effectif. Le 14 février 2020, l'ACPR a notifié n'avoir aucune objection quant à la nomination de Monsieur Gérard Gnanapragasam comme second dirigeant effectif au sens de l'article L. 522-6 du Code monétaire et financier.

### **NOTE 4 – INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN**

#### **4.1 Créances sur les établissements de crédits à moins d'un an**

Les créances sur les établissements de crédit correspondent aux disponibilités pour 1 814 963 euros et aux comptes de cantonnement pour 23 134 409 euros.

#### **4.2 Opérations avec la clientèle**

Les créances clients s'élèvent à 1 281 293 euros dont une dépréciation à hauteur de 140 704 euros à la clôture de l'exercice.

#### **4.3 Autres immobilisations financières**

Elles correspondent aux dépôts de garantie versés jusqu'à la clôture de l'exercice 2019 :

<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>Dépôts de garantie versés</b>
SCI Cathédrale	59 006
EVI HEGC	35 000
Siou	1 400
Wework	8 193
The Shed Co	800
Office for You	3 672
CCI Belgique	2 000
Autres (Remboursements et écarts de change non affectés)	-2139
<b>TOTAL</b>	<b>107 932</b>

#### **4.4 Immobilisations Incorporelles**

- Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

<b>Actif immobilisé Incorporel</b>	<b>A l'ouverture</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>A la clôture</b>
Immo. Incorporelles	198 535			198 535
Immo. Incorp.– en cours		689 593		689 593
<b>TOTAL</b>	<b>198 535</b>	<b>689 593</b>		<b>888 128</b>

Les immobilisations incorporelles brutes sont constituées de l'activation de frais engagés au titre du développement :

- De la plateforme de paiement, amorties sur 3 ans, et de l'intégration de la solution Slimpay (en 2014) sur des plateformes internationales (amortie sur 1 an).
- Ainsi que les immobilisations en cours liés aux projets :
  - o Intra V2 2019.
  - o Mobile Shortcut 2019,
  - o PS2 2019.

Amortissements - Situation et mouvements

<b>Actif immobilisé Incorporel</b>	<b>Montant début exercice</b>	<b>Augmentations dotations</b>	<b>Diminutions reprises</b>	<b>Montant fin exercice</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>198 535</b>			<b>198 535</b>

#### 4.5 Immobilisations Corporelles

- Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

<b>Actif immobilisé Corporel</b>	<b>A l'ouverture</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>A la clôture</b>
Installations générales	314 699	2 451		317 150
Matériel informatique	167 405	60 641	-52 850	175 196
Mobilier	80 369	394		80 763
<b>TOTAL</b>	<b>562 473</b>	<b>63 486</b>	<b>-52 850</b>	<b>573 110</b>

Amortissements - Situation et mouvements

<b>Actif immobilisé corporel</b>	<b>Montant début exercice</b>	<b>Augmentatio ns dotations</b>	<b>Diminutions reprises</b>	<b>Montant fin exercice</b>
Installation générale	47 815	31 793		79 608
Matériel informatique	111 259	35 654	-49 515	97 397
Mobilier	22 062	10 427		32 489
<b>TOTAL</b>	<b>181 136</b>	<b>77 873</b>	<b>-49 515</b>	<b>209 494</b>

#### 4.6 Autres actifs

<b>Autres actifs</b>	<b>Montant brut 31/12/19</b>	<b>Montant brut 31/12/18</b>
Souscription capital suite ouverture compte bancaire	32	32
Personnel	20 941	53 332
Fournisseurs, avances et acomptes	23 812	17 380
Crédit d'impôt à recevoir	990 918	519 923
Etat, TVA et CET	167 297	110 673
Ecart gestion commerciale	391 352	1 827 140
BSA à recevoir	6 300	
<b>TOTAL</b>	<b>1 600 653</b>	<b>2 528 481</b>

#### 4.7 Compte de régularisation Actif

Il s'agit de charges constatées d'avance pour 241 050 euros.



#### 4.8 Opérations avec la clientèle

<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>Montant total 31/12/2019</b>	<b>Montant total 31/12/2018</b>
Comptes de cantonnement	23 525 671	7 055 809
Clients – avoirs, avances et acomptes	825 304	5 223 088
<b>TOTAL</b>	<b>24 350 975</b>	<b>12 278 897</b>

#### 4.9 Autres passifs

<b>Autres passifs</b>	<b>Montant total 31/12/2019</b>	<b>Montant total 31/12/2018</b>
Fournisseurs	589 811	537 093
Produits à recevoir	45 576	55 704
Dettes fiscales & sociales (1)	1 254 077	921 464
Autres comptes créditeurs	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>1 889 465</b>	<b>1 608 799</b>

(1) Les dettes fiscales et sociales se composent de :

- 885 K€ de dettes sociales dont 444 K€ pour les organismes sociaux et le personnel et 441 K€ de provisions de fin d'exercice ;
- 339 K€ de dettes fiscales.

#### 4.10 Compte de régularisation Passif

Il s'agit de produits constatés d'avance pour 25 801 euros et des factures non parvenues pour 215 658 euros.

#### 4.11 Capitaux propres

##### a. Affectation du résultat

	<b>31/12/2018</b>	<b>Affectation du résultat</b>	<b>Augmentation de capital</b>	<b>Résultats 31/12/19</b>	<b>31/12/2019</b>
Capital	858 894		600		859 494
Prime d'émission	15 315 141		14 646		15 329 787
Bons de souscription d'actions	266 840		6 300		273 140
Report à nouveau	-10 303 566	- 2 755 208			-13 058 774
Résultat 2018	- 2 755 208	2 755 208			0
Résultat 2019				-1 119 326	-1 119 326
	<b>3 382 101</b>	<b>0</b>	<b>21 546</b>	<b>-1 119 326</b>	<b>2 284 321</b>

##### b. Tableau de composition du capital

	<b>Nombre</b>	<b>Val. nominale</b>	<b>Capital social</b>
Actions en début d'exercice	858 894	1	858 894
Actions émises	600	1	600
Actions remboursées ou annulées			
<b>Actions en fin d'exercice</b>	<b>859 494</b>	<b>1</b>	<b>859 494</b>

Le capital social a été entièrement libéré.

#### 4.12 Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

<b>Provisions pour risques &amp; charges</b>	<b>A l'ouverture</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Utilisation</b>	<b>Non utilisation</b>	<b>A la clôture</b>
Litiges Sociaux	79 555	106 000	5 955		179 600
Litiges Commerciaux	2 012	187 199	2 012		187 199
Litiges Fournisseurs	14 164		14 164		
<b>TOTAL</b>	<b>95 733</b>	<b>393 199</b>	<b>22 131</b>		<b>366 799</b>

#### **NOTE 5 – INFORMATIONS SUR LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT**

##### 5.1 Commissions (produits)

<b>Nature des commissions</b>	<b>Montant 31/12/19</b>	<b>Montant 31/12/18</b>
Produit net bancaire	7 709 443	5 921 980
<b>TOTAL</b>	<b>7 709 443</b>	<b>5 921 980</b>

Le chiffre d'affaires se compose :

- De prestations de services comprenant des achats de packs de signatures et de préparation d'ordres ainsi que des abonnements ;
- De frais et commissions sur mouvements ;

##### 5.2 Coût du risque

	<b>Montant 31/12/19</b>	<b>Montant 31/12/18</b>
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses	71 212	100 381
Reprises de dépréciations sur créances douteuses		
Utilisations de dépréciations sur créances douteuses		
Pertes sur créances douteuses		
Pertes sur créances couvertes		
Pertes sur créances non couvertes	5 080	
Désactualisation sur créances avec la clientèle		
Récupération sur créances amorties		
<b>Coût du risque crédit</b>	<b>76 292</b>	<b>100 381</b>

##### 5.3 Charges générales d'exploitation

<b>Nature des charges</b>	<b>Montant 31/12/19</b>	<b>Montant 31/12/18</b>
Salaires et traitements	4 152 642	4 218 922
Charges sociales	1 816 552	1 809 359
Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)	0	-30 719
Impôts et taxes	161 754	148 784
Locations	791 973	696 651
Honoraires et rémunérations diverses	540 863	477 061
Transports et déplacements	116 655	136 595
Marketing	169 402	282 131
Sous-traitance	668 734	0
Autres charges d'exploitation	1 253 490	1 193 301
Production immobilisée	-689 593	0
Produits divers d'exploitation	-24 675	-8 214
<b>TOTAL</b>	<b>8 957 797</b>	<b>8 923 871</b>

## **5.4 Impôt sur les sociétés**

Le montant créditeur de 501 714 euros représente le crédit d'impôt recherche.

## **5.4 Effectif moyen**

L'effectif moyen sur l'exercice est de 59 personnes hors contrats d'apprentissage et de professionnalisation, il était de 60 en 2018.

## **5.6 Rémunérations des membres des organes de direction**

Le montant global des membres des organes de direction s'élève à 695 980 €.

## **NOTE 6 – ENGAGEMENT HORS BILAN ET INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME**

### Provision pour indemnité de départ à la retraite :

La provision pour indemnité de départ à la retraite est évaluée à 87 723,70 € à la clôture 2019, compte tenu de de l'âge du personnel et notamment de la rotation du personnel, les engagements pour retraite ont été considérés comme non significatifs et ne font l'objet que d'une mention en annexe.

### Engagement reçu de financement :

En septembre 2019, la société a émis au bénéfice de Harbert European Speciality Lending Company II. Sàrl, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est sis 5 rue Guillaume Kroll, L. 1882 Luxembourg, un emprunt obligataire portant sur un financement d'un montant total de 3.000.000 d'euros en principal tirable en deux tranches, une première tranche d'un montant de 2.000.000 d'euros et une seconde tranche d'un montant de 1.000.000 d'euros.

La société ne détient pas d'autre engagement hors bilan ni instrument financier à terme au 31 décembre 2019.

## **NOTE 7 – ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE**

Cédric Sahut, VP Sales a quitté la société le 16 janvier 2020. Wassim Sacre a été nommé en tant que Chief Revenue Officer et prend ainsi la direction de l'équipe commerciale et de l'équipe marketing.

Le 16 janvier 2020, la société Slimpay a reçu le versement de la première tranche de l'emprunt obligataire avec HEGC d'un montant de 2.000.000 d'euros.

## SLIMPAY

Société anonyme au capital de 859.744 euros  
Siège social : 12, rue Godot de Mauroy- 75009 Paris  
518 991 336 R.C.S. Paris

---

### ASSEMBLEE GENERALE A CARACTERE MIXTE

DES ACTIONNAIRES DU 29 AVRIL 2020

### EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

Au cours de sa séance du 29 avril 2020, l'assemblée générale des actionnaires de la société SLIMPAY, a adopté la résolution suivante :

#### **Deuxième résolution**

*Affectation des résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2019*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

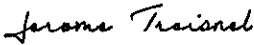
connaissance prise du rapport de gestion du conseil d'administration,

constatant que les pertes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'élèvent à 1.119.326 euros,

**décide** d'imputer lesdites pertes sur le compte « primes d'émission » qui est ainsi ramené de 15.602.927 euros à 14.483.601 euros.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, qu'il n'a été distribué aucun dividende au titre des trois derniers exercices.

*Extrait certifié conforme à l'original  
par le président directeur général*

DocuSigned by:  
  
13C76072D4EB402...

Jérôme Traisnel



**Slimpay**

Exercice clos le 31 décembre 2019

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

ERNST & YOUNG Audit



## Slimpay

Exercice clos le 31 décembre 2019

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société Slimpay,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Slimpay relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 24 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### ■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 24 mars 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

### ■ Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou

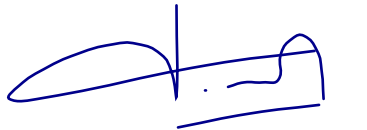


événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 14 avril 2020

Le Commissaire aux Comptes  
ERNST & YOUNG Audit



Vincent Roty

SLIMPAY S.A.  
12, rue Godot de Mauroy 75009 PARIS

**ETATS FINANCIERS**  
**31 décembre 2019**

**Arrêtés par le Conseil d'administration de SLIMPAY en date du 24 mars 2020 et soumis à  
l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 29 avril 2020**

**Slimpay**  
- Etats Financiers -

**Bilan**  
(en euros)

<b>ACTIF</b>	<b>Note</b>	<b>31/12/2019 12 mois</b>	<b>31/12/2018 12 mois</b>
Caisse, Banques Centrales			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	<b>4.1</b>	25 022 204	12 319 910
Opérations avec la clientèle	<b>4.2</b>	1 281 293	2 469 876 <sup>1</sup>
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Parts dans les entreprises liées			
Crédit bail et location avec option d'achat			
Location simple			
Autres immobilisations financières	<b>4.3</b>	107 932	74 553
Immobilisations incorporelles	<b>4.4</b>	689 593	
Immobilisations corporelles	<b>4.5</b>	363 616	381 338
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Compte de négociation de règlements			
Autres actifs	<b>4.6</b>	1 600 563	2 528 481
Compte de régularisation	<b>4.7</b>	241 050	124 410
<b>TOTAL</b>		<b>29 306 251</b>	<b>17 898 567</b>

<b>PASSIF</b>	<b>Note</b>	<b>31/12/2019 12 mois</b>	<b>31/12/2018 12 mois</b>
Banques Centrales			
Dettes envers les établissements de crédit		173 232	285 703 <sup>2</sup>
Opérations avec la clientèle	<b>4.8</b>	24 350 975	12 278 897
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	<b>4.9</b>	1 889 465	1 608 799
Compte de régularisation	<b>4.10</b>	241 459	247 334
Compte de négociation et de règlements			
Provisions	<b>4.12</b>	366 799	95 733
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux			
<i>Capitaux propres hors FRBG</i>	<b>4.11</b>	2 284 322	3 382 101
Capital souscrit	<b>4.11</b>	859 494	858 894
Primes d'émission	<b>4.11</b>	15 602 927	15 581 981
Réserves			
Report à nouveau (+/-)		-13 058 774	-10 303 566
Résultat de l'exercice (+/-)		- 1 119 326	-2 755 208
<b>TOTAL</b>		<b>29 306 251</b>	<b>17 898 567</b>

<sup>1</sup> Modification de présentation des comptes 2018 : Changement des comptes liés à la clientèle des postes autres passifs ou actifs vers opérations liées à la clientèle.

<sup>2</sup> Modification de présentation des comptes 2018 : Reclassement de la coface des autres passifs vers dettes envers les établissements de crédits

## Engagements hors bilan

<b>HORS BILAN</b>	<b>Note</b>	<b>31/12/2019 12 mois</b>	<b>31/12/2018 12 mois</b>
<b><u>Engagements donnés</u></b>			
Engagements de financement <ul style="list-style-type: none"> <li>Engagements en faveur d'établissements de crédit</li> <li>Engagements en faveur de la clientèle</li> </ul>			
Engagements de garantie <ul style="list-style-type: none"> <li>Engagement d'ordre d'établissements de crédit</li> <li>Engagements d'ordre de la clientèle</li> </ul>			
Engagements sur titre <ul style="list-style-type: none"> <li>Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise</li> <li>Autres engagements donnés</li> </ul>			
<b><u>Engagements reçus</u></b>			
Engagements de financement <ul style="list-style-type: none"> <li>Engagements reçus d'établissements de crédit</li> <li>Engagements reçus d'autres établissements</li> </ul>		3 000 000	
Engagements de garantie <ul style="list-style-type: none"> <li>Engagements reçus d'établissements de crédit</li> </ul>			
Engagements sur titre <ul style="list-style-type: none"> <li>Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise</li> <li>Autres engagements reçus</li> </ul>			

**Compte de résultat**  
(en euros)

Compte de résultat	Note	31/12/2019 12 mois	31/12/2018 12 mois
Intérêts et produits assimilés			
Intérêts et charges assimilées			
Produits sur opérations de crédit bail et assimilées			
Charges sur opérations de crédit bail et assimilées			
Produits sur opérations de location simple			
Charges sur opérations de location simple			
Revenu des titres à revenu variable			
Commission (Produits)	5.1	7 709 443	5 921 980
Commission (Charges)			
Gains, pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (+/-)			
Gains, pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés (+/-)			
Autres produits d'exploitation bancaire			
Autres charges d'exploitation bancaire			
<b>Produit Net Bancaire</b>		7 709 443	5 921 980
Charges générales d'exploitation	5.2	-8 957 797	-8 923 871
Dotations aux amortissements sur immobilisations, dotations et reprises aux provisions sur actifs circulants, financiers ou exceptionnels.		-293 058	-127 805
<b>Résultat Brut d'Exploitation</b>		-1 541 412	-3 129 696
Coût du risque (+/-)	5.3	-76 293	-100 381 <sup>3</sup>
<b>Résultat d'exploitation</b>		-1 617 705	-3 230 077
Gains ou pertes sur actifs immobilisés (+/-)		-3 335	-14 334
<b>Résultat courant avant impôt</b>		-1 621 040	-3 230 077
Impôts sur les bénéfices	5.4	501 714	489 204
Dotations, reprise de FRBG et provision réglementées (+/-)			
<b>RESULTAT NET</b>		<b>-1 119 326</b>	<b>-2 740 873</b>

<sup>3</sup> Modification de présentation des comptes 2018 : L'affectation du coût du risque.

<p style="text-align: center;"><b>SLIMPAY</b> <b>- Annexe aux Etats Financiers -</b></p>
--

**SOMMAIRE**

NOTE 1 :	PRESENTATION DE LA SOCIETE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS
NOTE 2 :	PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES
NOTE 3 :	FAITS CARACTERISTIQUES
NOTE 4 :	INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN
NOTE 5 :	INFORMATIONS SUR LES POSTES DU RESULTAT
NOTE 6 :	ENGAGEMENT HORS BILAN ET INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME
NOTE 7 :	EVENEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE SUSCEPTIBLES DE REMETTRE EN CAUSE LA CONTINUITE DE L'EXPLOITATION

## **NOTE 1 – PRESENTATION DE LA SOCIETE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE**

La société SlimPay (ex Zipay), créée en décembre 2009, est un Prestataire de Service de Paiement spécialisé dans les services à valeur ajoutée accompagnant l'exécution d'ordres de paiement. SlimPay conseille, développe et met en œuvre en mode hébergé des solutions informatiques permettant l'acquisition et le traitement d'ordres de paiement pour le compte des entreprises et notamment des marchands en ligne.

Slimpay a reçu l'agrément Etablissement de paiement par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) en date du 23 novembre 2010.

L'exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019 comporte 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 29 306 251 euros.

Le résultat net comptable est une perte de 1 119 326 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants. Les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe, et sont libellés en Euros.

## **NOTE 2 – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes annuels de l'exercice clos 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis en France qui sont essentiellement ceux décrits ci-dessous et appliqués dans le respect du principe de prudence, et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes,
- Indépendance des exercices.

La société présente ses comptes dans le format requis pour les Entreprises de Paiement conformément au règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 et à l'article L522-19 du code Monétaire et Financier.

Les règlements du comité de la réglementation bancaire (CRB) ou de l'autorité des normes comptable (ANC) qui prévoient des dispositions spécifiques pour les établissements de crédit s'appliquent également aux établissements de paiement dont la seule activité est la fourniture de services de paiement.

### ♦ Créances sur les établissements de crédit

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

### ♦ Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les durées de vie sont les suivantes:

- Concessions, Brevets, Licences: 1 ou 3 ans
- Installation, Agencement divers : 3 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 5 à 10 ans

#### ◆ Autres actifs et comptes de régulation

Les autres actifs sont enregistrés à leur valeur nominale, après déduction des provisions et des amortissements économiquement nécessaires.

#### ◆ Provisions

Les provisions conformément aux prescriptions du Règlement ANC 2014-03 du Comité de la Réglementation Comptable, sont destinées à couvrir des risques et des charges, nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours à la clôture de l'exercice rendent certains.

##### ○ Sur créances clients :

Slimpay a opté pour la méthode basée sur la notion de temps, il s'agit d'une des méthodes les plus fréquemment rencontrées. Ces critères sont déterminés sur la base d'une étude historique de notre balance, permettant de justifier la corrélation entre le retard enregistré et le caractère irrécouvrable de la créance.

Le calcul du pourcentage de perte probable est systématiquement 100% si la créance respecte les critères suivants :

- Créances supérieures à 90 jours

Une fois acquis le caractère certain du risque d'impayé, la créance peut être comptabilisée en perte et déduite du résultat imposable de l'exercice au cours duquel elle devient irrécouvrable.

Une créance peut être comptabilisée en perte lorsque :

- le délai de prescription expire (désormais 5 ans), ce qui est un motif juridique incontestable ;
- ou lorsqu'elle devient définitivement irrécouvrable.

Toutefois, la preuve du caractère définitivement irrécouvrable doit être apportée pour que la déduction ne soit pas remise en cause par les services fiscaux

Cependant nous pouvons intégrer des exceptions au cas par cas selon le type de créance (frais d'exécution, frais de mise en service, etc...), le type de client (Tier1, Tier 2 , client historique, client à risque etc....), ou des informations externes permettent d'affiner notre prise de décisions et de statuer sur la créance.

#### ◆ Comptes de cantonnement

Conformément à l'article L.522-17 du Code Monétaire et Financier, les fonds reçus par Slimpay pour le compte de ses clients sont crédités sur un compte ouvert spécialement à cet effet par Slimpay, appelé Compte de Cantonnement.

Les sommes ainsi cantonnées se retrouvent, comptablement, à la clôture, à l'actif en « Créances sur les établissements de crédit » et au passif en « Opérations avec la clientèle ».

#### ◆ Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel enregistre l'ensemble des éléments qui, du fait de leur nature ou de leur montant, ne peuvent pas être rattachés aux activités ordinaires de l'entreprise.

#### ◆ Engagements de retraite

Des indemnités de fin de carrière sont prévues par la convention collective et évaluées sur la base des droits acquis à la clôture de l'exercice et en fonction des probabilités relatives à la mortalité et à la rotation du personnel.

La méthode retenue dans le cadre de l'évaluation de la provision pour indemnité de départ à la retraite est la méthode des unités de crédits projetées (ou méthode du prorata des droits au terme). Cette méthode est définie par la norme comptable IAS 19 révisée et par la norme FAS87. Elle est conforme à la recommandation de l'ANC 2013-02 du 7 novembre 2013.

La provision pour indemnité de départ à la retraite est évaluée à 87 723,70€ à la clôture 2019, compte tenu de de l'âge du personnel et notamment de la rotation du personnel, les engagements pour retraite ont été considérés comme non significatifs et ne font l'objet que d'une mention en annexe.



♦ Engagements hors bilan

Les engagements reçus ou donnés en faveur de tiers sont inscrits en hors-bilan.

### **NOTE 3 – FAITS CARACTERISTIQUES**

#### **3.1 Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable et autres éléments significatifs :**

Vous trouverez ci-après les principaux événements survenus au cours de l'exercice 2019 :

En 2019, la société a entamé démarches pour l'obtention du statut de dirigeant effectif. Le 14 février 2020, l'ACPR a notifié n'avoir aucune objection quant à la nomination de Monsieur Gérard Gnanapragasam comme second dirigeant effectif au sens de l'article L. 522-6 du Code monétaire et financier.

### **NOTE 4 – INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN**

#### **4.1 Créances sur les établissements de crédits à moins d'un an**

Les créances sur les établissements de crédit correspondent aux disponibilités pour 1 814 963 euros et aux comptes de cantonnement pour 23 134 409 euros.

#### **4.2 Opérations avec la clientèle**

Les créances clients s'élèvent à 1 281 293 euros dont une dépréciation à hauteur de 140 704 euros à la clôture de l'exercice.

#### **4.3 Autres immobilisations financières**

Elles correspondent aux dépôts de garantie versés jusqu'à la clôture de l'exercice 2019 :

<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>Dépôts de garantie versés</b>
SCI Cathédrale	59 006
EVI HEGC	35 000
Siou	1 400
Wework	8 193
The Shed Co	800
Office for You	3 672
CCI Belgique	2 000
Autres (Remboursements et écarts de change non affectés)	-2139
<b>TOTAL</b>	<b>107 932</b>

#### **4.4 Immobilisations Incorporelles**

- Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

<b>Actif immobilisé Incorporel</b>	<b>A l'ouverture</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>A la clôture</b>
Immo. Incorporelles	198 535			198 535
Immo. Incorp.– en cours		689 593		689 593
<b>TOTAL</b>	<b>198 535</b>	<b>689 593</b>		<b>888 128</b>

Les immobilisations incorporelles brutes sont constituées de l'activation de frais engagés au titre du développement :

- De la plateforme de paiement, amorties sur 3 ans, et de l'intégration de la solution Slimpay (en 2014) sur des plateformes internationales (amortie sur 1 an).
- Ainsi que les immobilisations en cours liés aux projets :
  - o Intra V2 2019.
  - o Mobile Shortcut 2019,
  - o PS2 2019.

Amortissements - Situation et mouvements

<b>Actif immobilisé Incorporel</b>	<b>Montant début exercice</b>	<b>Augmentations dotations</b>	<b>Diminutions reprises</b>	<b>Montant fin exercice</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>198 535</b>			<b>198 535</b>

#### 4.5 Immobilisations Corporelles

- Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

<b>Actif immobilisé Corporel</b>	<b>A l'ouverture</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>A la clôture</b>
Installations générales	314 699	2 451		317 150
Matériel informatique	167 405	60 641	-52 850	175 196
Mobilier	80 369	394		80 763
<b>TOTAL</b>	<b>562 473</b>	<b>63 486</b>	<b>-52 850</b>	<b>573 110</b>

Amortissements - Situation et mouvements

<b>Actif immobilisé corporel</b>	<b>Montant début exercice</b>	<b>Augmentatio ns dotations</b>	<b>Diminutions reprises</b>	<b>Montant fin exercice</b>
Installation générale	47 815	31 793		79 608
Matériel informatique	111 259	35 654	-49 515	97 397
Mobilier	22 062	10 427		32 489
<b>TOTAL</b>	<b>181 136</b>	<b>77 873</b>	<b>-49 515</b>	<b>209 494</b>

#### 4.6 Autres actifs

<b>Autres actifs</b>	<b>Montant brut 31/12/19</b>	<b>Montant brut 31/12/18</b>
Souscription capital suite ouverture compte bancaire	32	32
Personnel	20 941	53 332
Fournisseurs, avances et acomptes	23 812	17 380
Crédit d'impôt à recevoir	990 918	519 923
Etat, TVA et CET	167 297	110 673
Ecart gestion commerciale	391 352	1 827 140
BSA à recevoir	6 300	
<b>TOTAL</b>	<b>1 600 653</b>	<b>2 528 481</b>

#### 4.7 Compte de régularisation Actif

Il s'agit de charges constatées d'avance pour 241 050 euros.

#### 4.8 Opérations avec la clientèle

<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>Montant total 31/12/2019</b>	<b>Montant total 31/12/2018</b>
Comptes de cantonnement	23 525 671	7 055 809
Clients – avoirs, avances et acomptes	825 304	5 223 088
<b>TOTAL</b>	<b>24 350 975</b>	<b>12 278 897</b>

#### 4.9 Autres passifs

<b>Autres passifs</b>	<b>Montant total 31/12/2019</b>	<b>Montant total 31/12/2018</b>
Fournisseurs	589 811	537 093
Produits à recevoir	45 576	55 704
Dettes fiscales & sociales (1)	1 254 077	921 464
Autres comptes créditeurs	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>1 889 465</b>	<b>1 608 799</b>

(1) Les dettes fiscales et sociales se composent de :

- 885 K€ de dettes sociales dont 444 K€ pour les organismes sociaux et le personnel et 441 K€ de provisions de fin d'exercice ;
- 339 K€ de dettes fiscales.

#### 4.10 Compte de régularisation Passif

Il s'agit de produits constatés d'avance pour 25 801 euros et des factures non parvenues pour 215 658 euros.

#### 4.11 Capitaux propres

##### a. Affectation du résultat

	<b>31/12/2018</b>	<b>Affectation du résultat</b>	<b>Augmentation de capital</b>	<b>Résultats 31/12/19</b>	<b>31/12/2019</b>
Capital	858 894		600		859 494
Prime d'émission	15 315 141		14 646		15 329 787
Bons de souscription d'actions	266 840		6 300		273 140
Report à nouveau	-10 303 566	- 2 755 208			-13 058 774
Résultat 2018	- 2 755 208	2 755 208			0
Résultat 2019				-1 119 326	-1 119 326
	<b>3 382 101</b>	<b>0</b>	<b>21 546</b>	<b>-1 119 326</b>	<b>2 284 321</b>

##### b. Tableau de composition du capital

	<b>Nombre</b>	<b>Val. nominale</b>	<b>Capital social</b>
Actions en début d'exercice	858 894	1	858 894
Actions émises	600	1	600
Actions remboursées ou annulées			
<b>Actions en fin d'exercice</b>	<b>859 494</b>	<b>1</b>	<b>859 494</b>

Le capital social a été entièrement libéré.

#### 4.12 Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

<b>Provisions pour risques &amp; charges</b>	<b>A l'ouverture</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Utilisation</b>	<b>Non utilisation</b>	<b>A la clôture</b>
Litiges Sociaux	79 555	106 000	5 955		179 600
Litiges Commerciaux	2 012	187 199	2 012		187 199
Litiges Fournisseurs	14 164		14 164		
<b>TOTAL</b>	<b>95 733</b>	<b>393 199</b>	<b>22 131</b>		<b>366 799</b>

#### **NOTE 5 – INFORMATIONS SUR LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT**

##### 5.1 Commissions (produits)

<b>Nature des commissions</b>	<b>Montant 31/12/19</b>	<b>Montant 31/12/18</b>
Produit net bancaire	7 709 443	5 921 980
<b>TOTAL</b>	<b>7 709 443</b>	<b>5 921 980</b>

Le chiffre d'affaires se compose :

- De prestations de services comprenant des achats de packs de signatures et de préparation d'ordres ainsi que des abonnements ;
- De frais et commissions sur mouvements ;

##### 5.2 Coût du risque

	<b>Montant 31/12/19</b>	<b>Montant 31/12/18</b>
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses	71 212	100 381
Reprises de dépréciations sur créances douteuses		
Utilisations de dépréciations sur créances douteuses		
Pertes sur créances douteuses		
Pertes sur créances couvertes		
Pertes sur créances non couvertes	5 080	
Désactualisation sur créances avec la clientèle		
Récupération sur créances amorties		
<b>Coût du risque crédit</b>	<b>76 292</b>	<b>100 381</b>

##### 5.3 Charges générales d'exploitation

<b>Nature des charges</b>	<b>Montant 31/12/19</b>	<b>Montant 31/12/18</b>
Salaires et traitements	4 152 642	4 218 922
Charges sociales	1 816 552	1 809 359
Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)	0	-30 719
Impôts et taxes	161 754	148 784
Locations	791 973	696 651
Honoraires et rémunérations diverses	540 863	477 061
Transports et déplacements	116 655	136 595
Marketing	169 402	282 131
Sous-traitance	668 734	0
Autres charges d'exploitation	1 253 490	1 193 301
Production immobilisée	-689 593	0
Produits divers d'exploitation	-24 675	-8 214
<b>TOTAL</b>	<b>8 957 797</b>	<b>8 923 871</b>

## **5.4 Impôt sur les sociétés**

Le montant créditeur de 501 714 euros représente le crédit d'impôt recherche.

## **5.4 Effectif moyen**

L'effectif moyen sur l'exercice est de 59 personnes hors contrats d'apprentissage et de professionnalisation, il était de 60 en 2018.

## **5.6 Rémunérations des membres des organes de direction**

Le montant global des membres des organes de direction s'élève à 695 980 €.

## **NOTE 6 – ENGAGEMENT HORS BILAN ET INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME**

### Provision pour indemnité de départ à la retraite :

La provision pour indemnité de départ à la retraite est évaluée à 87 723,70 € à la clôture 2019, compte tenu de de l'âge du personnel et notamment de la rotation du personnel, les engagements pour retraite ont été considérés comme non significatifs et ne font l'objet que d'une mention en annexe.

### Engagement reçu de financement :

En septembre 2019, la société a émis au bénéfice de Harbert European Speciality Lending Company II. Sàrl, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est sis 5 rue Guillaume Kroll, L. 1882 Luxembourg, un emprunt obligataire portant sur un financement d'un montant total de 3.000.000 d'euros en principal tirable en deux tranches, une première tranche d'un montant de 2.000.000 d'euros et une seconde tranche d'un montant de 1.000.000 d'euros.

La société ne détient pas d'autre engagement hors bilan ni instrument financier à terme au 31 décembre 2019.

## **NOTE 7 – ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE**

Cédric Sahut, VP Sales a quitté la société le 16 janvier 2020. Wassim Sacre a été nommé en tant que Chief Revenue Officer et prend ainsi la direction de l'équipe commerciale et de l'équipe marketing.

Le 16 janvier 2020, la société Slimpay a reçu le versement de la première tranche de l'emprunt obligataire avec HEGC d'un montant de 2.000.000 d'euros.